

## LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CCIV.

Du Jeudi 4 Février 1790.

LA séance a été ouverte par la lecture du procès-verbal faite par M. de Noailles. Les articles décrétés sur les municipalités, dans la séance précédente, *sans rédaction*, n'ont éprouvé aucune difficulté. L'article 1<sup>er</sup> est le seul auquel M. Target a proposé une addition qui a été adoptée en ces termes :

« Il ne pourra être reçu aucun autre bulletin que ceux qui auront été écrits, ou par les citoyens actifs, ou par les trois plus anciens d'âge, ou par les trois scrutateurs dans l'assemblée même, sur le bureau. »

A la place de l'article VII, inséré à la page 273 du numéro précédent, on en a substitué un autre d'une meilleure rédaction, en ces termes :

« Il ne pourra, sous prétexte d'une observation des articles ci-dessus, être procédé à de nouvelles élections dans les lieux où elles se trouveront faites. »

M. le président a annoncé qu'il a présenté à la sanction le décret relatif aux impositions de 1790, & dont l'objet est de distinguer avec exactitude, le service de cette année d'avec celui de l'année 1791 ; le roi a promis de le prendre en considération.

Il faut tout le courage qu'inspire l'amour du bien public,

Tome VI.

Z

pour soutenir les travaux de la division des départemens ; & ce courage appartient à M. Goffin. Il a commencé ses rapports par le département de Rouen dont la division a été décrétée conformément à l'avis du comité. Il est conçu en ces termes :

L'assemblée nationale décrète :

1°. Que le département de Rouen est divisé en sept districts, tels qu'ils ont été projetés par ses députés ; que la rivière de Bresse servira de limite entre ce département & celui d'Amiens.

2°. Que les réclamations des villes de Fescamp, d'Eu & d'Aumale, seront examinées par la première assemblée des électeurs du département, & que s'ils estiment juste & utile d'apporter quelques modifications, même des changemens notables à sa division en districts, ils présenteront leur vœu à cet égard à l'assemblée nationale.

3°. Que les électeurs du district de Monthivilliers détermineront si cette ville demeurera le chef-lieu, ou si la ville du Havre sera préférée, sauf en faveur des villes du département, s'il y a lieu, la répartition des établissemens qui seront déterminés par la constitution. »

La division du département formé dans l'île de Corse en neuf districts, a été présentée par M. Goffin. C'est dans le choix du chef-lieu qui doit être fait dans un lieu neutre, qu'il a cru pouvoir se permettre de jeter quelque intérêt.

» Les Corfès, a-t-il dit, pourront choisir librement dans un lieu neutre ceux qu'ils croiront les plus utiles à leur patrie.

» Le premier acte d'un peuple réintégré dans ses droits politiques, sera le noble salaire de la confiance avec laquelle il vient de s'affilier à la France, & le premier bienfait qui lui fera goûter cette réunion, sera l'usage d'une liberté dont il est digne, puisqu'il fait l'apprécier, qu'il a su la défendre, & que les forces supérieures qui ont désarmé ses bras, n'ont jamais pu avilir son caractère ni abattre son courage. »



Le projet de décret présenté par M. Gossin, a été mis aux voix & décrété sans réclamation.

L'assemblée nationale a décrété, d'après l'avis du comité de constitution ,

1°. Que la Corse ne formera provisoirement qu'un seul département divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Bastia, Oletta, L'île-Rouffe, Laporte-d'Ampugnani, Corté, Cervione, Ajaccio, Vico & Tallano.

2°. Que chacun de ces districts sera subdivisé en Cantons qui seront les anciennes pièves de l'île; le tout conformément au procès-verbal déposé au comité & signé par les députés de la Corse; que la première assemblée du département se tiendra dans la pîeve d'Orezza, & que là; les électeurs assemblés décideront s'il est avantageux à la Corse d'être partagée en deux départements, & quels en seront les chefs-lieux; & dans le cas où ils croiront que la Corse ne doit pas être divisée, ils fixeront le chef-lieu du département de l'île de Corse ».

Le département du Bourbonnois a occasionné quelques débats entre les députés de cette province, à raison d'un chef-lieu de district.

M. de Traci a fait voir qu'on avoit choisi une ville centrale, au lieu de celles qui étoient sur les extrémités du département, & qu'une forêt considérable se trouvant auprès du chef-lieu de district, c'étoit une raison de plus pour déterminer le département. L'avis du comité a été mis aux voix, & décrété ainsi:

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution ,

1°. « Que le département du Bourbonnois est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont Moulins, le Donjeon, Cussat, Gannat, Montmerault, Montluçon & Cazilly.

2°. « Que les limites de ces districts seront conformes au plan signé par la majorité des députés de ce département & par eux remis au comité de constitution.

3°. « Que le chef-lieu de ce département sera la ville de Moulins.

Z 2



4°. « Que le département déterminera s'il n'est pas avantageux aux administrés que les sept districts convenus pour le Bourbonnois par les députés à l'assemblée nationale, soient réduits à six, pour cette réduction être proposée à la prochaine législature.

Sauf, en faveur des villes du département, s'il y a lieu, la répartition des établissemens qui seront déterminés par la constitution ».

Passant ensuite au rapport du département de l'Orléanois, M. Gossin, en présentant les différentes demandes du district, a dit que Malesherbes en demandoit un. « Cette petite ville, a-t-il ajouté, dont le nom, cher aux lettres & aux gens de bien, fait désirer que son vœu soit admis, est une ville centrale; elle est intéressante; elle fait beaucoup de pertes, & votre comité a désiré pouvoir la satisfaire ainsi que la ville de Sully; tant il est vrai que les noms des bienfaiteurs & des amis de l'humanité laissent des traces ineffaçables, & que le sentiment de leurs vertus se joint à tout ce qui les rappelle ».

M. Gossin a proposé ensuite l'avis du comité, qui n'a excité de réclamation que pour la ville de Lorys.

« Cette ville est peu étendue, a dit M. Boisdegué; elle ne peut comporter un district. Elle fut l'ancien séjour de nos rois, a dit un curé, & sous ce rapport, elle mériterait quelque préférence ».

Des raisons de cette force ne devoient pas produire un grand effet; l'avis du comité a été réclamé & décrété.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. « Que le département de l'Orléanois, dont Orléans est le chef-lieu, est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont Orléans, Beaugency, Neuville, Pithiviers, Montargis, Gien, & Bois-Commun.

2°. » Que les électeurs du département détermineront si le septième district ne seroit pas mieux placé, pour le bien des administrés, à Lorys qu'à Bois-Commun, ou du

moins, s'il n'est pas convenable de détacher la ville de Lorys du district de Montargis, pour se réunir à celui de Bois-Commun, & lui en faire partager les avantages, sauf aussi le partage des établissemens du district de Pithiviers, & en faveur des villes du département, la distribution de ceux qui seront déterminés par la constitution, s'il y a lieu. »

M. Goffin a rapporté ensuite la division d'un département du Poitou, & le décret qu'il a proposé a été rendu en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département intermédiaire du Poitou est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Niort, Saint-Maixent, Parthenay, Thouars, Melle & Châtillon ;

2°. Que le siège de la juridiction du district de Châtillon sera placé à Bressuere ;

3°. Que provisoirement l'assemblée du département tiendra successivement ses séances à Niort, Saint-Maixent & Parthenay ; mais que la première assemblée du département pourra la fixer dans une de ces trois villes, ou dans toute autre. »

Le département du haut Poitou étoit la suite naturelle du précédent. L'avis du comité a été encore adopté.

Le voici :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département du haut Poitou, dont Poitiers est le chef-lieu, est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Poitiers, Châtellerauld, Loudun, Monmorillon, Lusignan & Sivrés.

2°. Que les limites extérieures & intérieures de ce département & de ses six districts, seront conformes à la carte, arrêtée, signée & déposée au comité de constitution.

3°. Qu'il sera libre aussi à la ville de Mirabeau de faire partie du district de Poitiers ou de celui de Loudun, sauf à



déterminer ensuite si les trois ou quatre paroisses environnantes devront suivre son choix pour Poitiers. Ce qui est expressément réservé en sa faveur, ainsi que le partage des établissemens, qui seront déterminés par la constitution, s'il y a lieu. »

Le même rapporteur a présenté la division du département du Lyonnais, Forez & Beaujolois, & c'est encore l'avis du comité qui a été adopté.

Voici le décret :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département du Lyonnais, Forez & Beaujolois est divisé en six districts ;

2°. Que Lyon, provisoirement chef-lieu de ce département, sera aussi celui de son district, qui comprendra la ville, ses fauxbourgs & les dépendances ; qu'il sera aussi chef-lieu du district de la campagne ou de l'intérieur.

3°. Que les chefs-lieux des autres districts sont, Saint-Etienne, Montbrison, Roanne & Villefranche ;

4°. Que les séances du département alterneront en conformité de l'arrêté des députés, déposé au comité de constitution, à moins que les électeurs ne préfèrent de fixer définitivement le chef-lieu.

5°. Que la paroisse d'Arconsal, qui a été comprise dans le département de l'Auvergne sur sa limite avec le Forez, appartiendra au département du Lyonnais, Forez & Beaujolois, ou à celui de l'Auvergne, selon le choix que formera la pluralité des électeurs de la municipalité de cette ville.

» Sauf en faveur des autres villes de ce département, s'il y a lieu, la répartition des établissemens qui seront déterminés par la constitution ».

Enfin les départemens du Dauphiné ont fait l'objet du dernier rapport. On est allé aux voix sur l'avis du comité, qui a été décrété ainsi.

L'assemblée nationale décrète d'après l'avis du comité de constitution.

1°. « Que dans les départemens du Dauphiné l'assemblée du département alternera dans les lieux qui seront jugés convenables par la première assemblée des électeurs du département.

2°. » Que la première assemblée des électeurs du département du Dauphiné nord, se tiendra à Moyrans, celle du bas Dauphiné à Chebeuil, & celle du Dauphiné oriental à Cherges.

3°. » Que le directoire n'alternera point, mais que chacune desdites assemblées déterminera en quel lieu il sera fixé, & l'ordre dans lequel les assemblées de département alternent.

4°. « Qu'il y aura dans le département du Dauphiné nord, quatre districts dont les chefs-lieux seront, Grenoble, Vienne, Saint-Marcellin & la Tour Dupin.

5°. » Qu'il y aura dans le département du bas Dauphiné ou Dauphiné du midi, six districts dont les chefs-lieux seront Roman, Valence, Crest, Die, Montelimar, & le Buis.

6°. » Qu'il y aura dans le département du Dauphiné oriental quatre districts dont les chefs-lieux seront Gap, Embrun, Briançon & Seres.

7°. » Que sous quatre jours les députés des trois départemens seront tenus de remettre au comité de constitution le projet de démarcation de leurs districts & de leurs cantons, & qu'en cas de difficultés le comité de constitution arbitrera ce qu'il jugera convenable de proposer à la décision de l'assemblée ».

M. de Phelines n'ayant pu accepter la place d'adjoint au comité de constitution, M. de Cernon lui a été substitué.

M. Brevet de Beaujours a été nommé nouveau rapporteur de l'affaire du prévôt de Marseille, & M. l'abbé Mauri a



affirmé qu'il avoit remis toutes les pièces qui y étoient relatives.

On avoit déjà annoncé dans la précédente séance la conduite de la nouvelle chambre des vacations du parlement de Rennes ; M. le garde-des-sceaux en a confirmé la nouvelle , en informant M. le président que le courrier de Bretagne a apporté mardi la nouvelle du refus que font treize des magistrats désignés pour tenir la chambre des vacations , de remplir les fonctions qui leur étoient attribuées par les lettres-patentes du 7 du mois dernier , rendues en conséquence du décret de l'assemblée du 15 décembre , & fonctionné par sa majesté.

Le ministre insistoit sur la nécessité de prendre des mesures promptes & efficaces pour que la province de Bretagne ne soit pas plus long-temps dépourvue d'un tribunal souverain.

Comme il étoit plus pressant d'entendre le rapport de quelques questions proposées au comité de constitution de toutes les parties du royaume , l'assemblée a renvoyé l'affaire de Rennes à deux heures , & a désiré d'entendre M. Desmeuniers.

« Plusieurs municipalités , a-t-il dit , demandent si les directeurs de la poste aux lettres , & les contrôleurs des actes sont compris dans l'exclusion prononcée contre les percepteurs des impôts indirects , & le comité a pensé que ce n'étoit point des impositions indirectes , & que ces deux classes de citoyens pouvoient en exercer tous les droits.

On a demandé encore si la réduction des vingtièmes sur les rentes foncières & autres , pouvoit être regardée comme impôt direct ; il a été convenu dans le comité , que c'est une véritable imposition directe.

Les cures du royaume ont été l'objet d'une autre question. On demandoit si les fonctions curiales sont compatibles avec les fonctions municipales ; & la compatibilité a été décidée.

Une autre question sur les curés & vicaires , consistoit



de savoir si, n'étant pas domiciliés depuis un an dans la cure ou dans la vicairie , pouvoient voter dans la communauté. Le comité a pensé que la paroisse étoit censée avoir toujours son curé , & qu'ainsi il y avoit un domicile suffisant, quoiqu'il eût été pourvu de la cure depuis moins d'une année.

En est-il de même des religieux qui exercent les fonctions curiales ? Le comité inclinoit à le penser. Quant aux autres religieux , les mendiants ne peuvent exercer aucun droit de citoyen actif. Ceux des autres ordres ont un état incompatible avec les municipalités ; mais peut-être ne faut-il pas être sévère sur des hommes dont le sort est incertain.

Les articles sur les parentés ont fait naître beaucoup de difficultés dont le comité proposera la solution.

On écrit de toutes les parties du royaume pour savoir si un citoyen nommé maire ou officier municipal doit accepter , & s'il peut ensuite donner sa démission.

» Dans tous les gouvernemens libres, a dit M. Desmeuniers, le patriotisme impose les obligations de prendre les charges publiques, ou oblige les citoyens d'accepter une place ou de payer une amende. »

Cette opinion a excité quelques murmures, mais M. Desmeuniers a repris en disant : » Dans ce moment tout citoyen est le maître d'accepter ou de refuser ; mais vous ferez peut-être un jour comme les autres peuples , une loi qui oblige les citoyens à être utiles à la patrie. »

On a encore demandé si, pour être éligible, il falloit être présent. Et qui doute que l'absent peut être nommé ; mais il est prudent de savoir s'il acceptera.

La ville de Duras a arrêté sa nomination sur 11 paroisses qui la composent ; quelques-unes ont désiré faire une municipalité particulière ; les autres ont cru plus convenable de demeurer liées à la ville.

» Vous avez décidé, a dit M. Desmeuniers, qu'il y auroit dans chaque ville, bourg ou communauté du royaume une municipalité. Vous avez déclaré que quand les dis-



tricts & les départemens seront établis, ils jugeront de pareilles demandes. Le comité vous proposera ses idées sur ce point. »

M. Desmeuniers a rapporté ensuite les contestations élevées dans la ville de Chinon au sujet d'un habitant à qui le parlement de Paris a défendu, il y a quatre ou cinq ans, de faire les fonctions de juge. Les officiers municipaux parlent dans leur mémoire de plus de 600 listes distribuées par cet ancien magistrat, qui a été décrété d'ajournement personnel sur une accusation de spoliation d'hérédité. On dit aussi, dans les mémoires, qu'il est en état de faillite. L'élection est suspendue à Chinon, jusqu'à ce que l'assemblée ait répondu. Le comité propose un projet de décret.

M. Loys a rappelé que lors des décrets sur les exclusions des droits de citoyen actif, on avoit pensé que ce seroit déshonorer la constitution, que d'y rappeler les noms des condamnés & des décrétés. Il a cru qu'il étoit plus sage de prononcer au moins l'exclusion des premiers; en conséquence, il a proposé de décréter,

» Qu'un homme flétri ou entaché par un jugement en dernier ressort, ou dont il n'y a pas d'appel, ou qui a passé en force de chose jugée, ne pourra être considéré comme citoyen actif ou être admis aux assemblées publiques, soit comme électeur, soit comme éligible. »

Il semble que c'est faire injure à l'opinion publique de penser qu'un condamné, qu'un homme flétri par les loix ose se présenter, ou soit nommé à des fonctions municipales; c'est pour cela que l'assemblée avoit déjà rejeté une demande semblable à celle de M. Loys, parce qu'il falloit laisser aux mœurs, le soin d'agir pour cet objet à la place des loix, & que ce seroit déshonorer la constitution, que d'y insérer un pareil décret. On avoit dit à cette époque, que les décrets n'étoient pas des jugemens; que si un citoyen décrété d'ajournement personnel, étoit exclus des droits de citoyen actif, c'étoit lui infliger une peine avant qu'il fût jugé coupable.



C'est ce que M. Bufot a développé avec énergie, « Il seroit bien dangereux , a-t-il dit , qu'un homme décrété fût privé par-là des droits de citoyen ; on fait avec quelle facilité ces décrets sont rendus , & l'on pourroit facilement exclure par ce moyen un citoyen déjà désigné par la confiance générale.

M. l'abbé Gouttes observant que ce ne sont pas les plus honnêtes gens qui cabalent , insistoit pour que la motion de M. Loys fut décrétée à raison des personnes condamnées par arrêt.

M. Populus pensoit de même , mais M. Robespierre a fait sentir que le projet du comité étoit plus conforme au principe des décrets de l'assemblée , puisqu'il renvoyoit aux assemblées primaires de Chinon , pour juger les qualités de l'éligibilité.

L'avis du comité a été mis aux voix & décrété en la forme suivante :

« L'assemblée nationale , sur le rapport à elle fait par son comité de constitution & conformément à l'article de son décret du 22 décembre dernier , qui constitue les assemblées primaires juges de la capacité & des titres des citoyens actifs & des citoyens éligibles , renvoie aux deux sections de l'assemblée de la commune de Chinon , le jugement de la capacité du sieur Pichereau , d'après les décrets de l'assemblée nationale ; déclare au surplus expressément que les officiers municipaux , & le commandant de la garde nationale de Chinon , doivent prendre toutes les précautions nécessaires , même requérir au besoin le secours de la maréchaussée , & des corps des troupes réglées , pour assurer la tranquillité dans les deux sessions de l'assemblée de la commune de Chinon , lesquelles se formeront de nouveau à l'effet de procéder aux élections.

La motion de M. Loys , relative à l'exclusion des condamnés , a été ajournée à lundi deux heures.

Un officier du régiment de Beauvoisis , qui a passé ses semestres ou quartier d'hiver dans la ville de Pont-à-Mousson ,

& dont le pere vit à Nanci , a été repoussé des assemblées primaires de Pont-à-Mousson ; il a écrit au comité de constitution qui a proposé de décréter que les officiers des troupes réglées auront leur domicile dans le lieu où ils passent leur semestre & leur quartier d'hiver depuis deux ou trois ans.

Sur les observations de M. de Noailles que cet article étoit compris dans le décret proposé par le comité militaire , la question a été ajournée à lundi.

M. Fermond a lu une adresse de la municipalité de Rennes qui présente avec autant de force que de vérité , la débilité des membres de la nouvelle chambre des vacations , & les maux qui résultent de la cessation de la justice dans cette province. Nous regrettons de ne pouvoir configurer ici cette adresse , qui est très-longue ; nous nous contenterons d'en faire connoître le début.

» Nos alarmes sont malheureusement justifiées ; nous l'avions trop bien prévu. Une grande province continue de se voir privée de l'administration de la justice. M. le président de Thalonet est seul demeuré fidèle à la nation , à la loi & au roi ; il n'a quitté le temple de la justice que pour venir prêter dans celui de la patrie le serment de citoyen. Les autres membres de la seconde chambre des vacations de Rennes adoptent le système d'opposition & de révolte si opiniâtement soutenu par leurs confrères ; comme eux , esclaves d'odieux préjugés , ils refusent d'enregistrer les décrets de l'assemblée nationale , de se soumettre à la constitution d'un peuple libre , & c'est ainsi que des hommes , dont les premiers devoirs sont de reconnoître la loi qu'ils doivent maintenir & faire respecter , ne cessent d'offrir à l'Europe indignée le scandale de la débilité.

» Doutera-t-on encore qu'une conduite si révoltante soit dictée par l'esprit qui anime le corps entier, &c...

A la suite de cette adresse , étoit une dénonciation au comité des recherches , des treize magistrats , & une lecture



des officiers municipaux aux députés de Bretagne annon-  
çoit l'état de la ville, au moment du départ du courrier.  
Voici la lettre :

*Rennes, le 31 janvier 1790.*

« Nous vous prions de nous procurer la plus prompte  
expédition possible sur notre adresse à l'assemblée, & notre  
dénouciation au comité des recherches. Tout ce que vous  
avez prévu est arrivé; il n'y a rien à espérer des magis-  
trats; l'esprit de corps semble s'être réfugié chez eux, &  
ils ne craignent pas de professer hautement qu'ils agissent  
par principes de devoir, d'honneur & de conscience; ils  
sont tous gardés chez eux par des hommes de pignon;  
cette garde est d'autant plus nécessaire dans ce premier  
instant, que le départ de quelques-uns d'eux, fait craindre  
le départ de tous; que plusieurs se dispoient à partir,  
& que quiconque d'eux eût été présumé partant, eût in-  
failliblement été saisi par le peuple, dont vous savez que  
l'on ne peut calculer tous les actes; cette garde les gêne  
& fatigue les gardiens. Il est donc bien intéressant que  
l'assemblée nationale prononce promptement sur le sort de  
ces magistrats, qui ne nous ont pas laissé jouir, vingt-  
quatre heures, de l'espérance de paix que nous avoit don-  
née la démarche des gentilshommes.

Nous sommes avec le plus respectueux attachement;  
messieurs & chers compatriotes, vos très-humbles serviteurs.

*Signés* DE MONTHIERI, maire; GANDON, procureur,  
syndic; GOHIER, commissaire; GILBERT, commissaire;  
LE MOUCAUD DE LEPINAL.

Après la lecture de ces différentes pièces, M. Fermond  
a présenté un projet de décret que la députation de Bre-  
tagne avoit délibéré, conformément aux besoins & aux  
intérêts de la province.

M. le vicomte de Mirabeau & M. d'Espremenil sont les  
seuls qui ont pris la parole pour appuyer la motion de  
M. Fermond. Le premier a dit que le refus des treize ma-  
gistrats ne portoit pas sur l'enregistrement, mais sur la



commission qui leur avoit été adressée : « Je ne cherche pas, a-t-il dit, à justifier leur conduite ; mes principes ont été déjà condamnés : je respecte la majorité. D'ailleurs on vous a proposé hier de détruire les parlemens, & on a applaudi trois fois à ce projet. . . . On propose de renvoyer ces magistrats au châtelet, mais j'interroge votre humanité & non votre justice ».

Il a lu ensuite une lettre de Rennes, qui renfermoit des détails relatifs aux magistrats & à la municipalité.

M. Target a proposé d'aller aux voix sur le projet de décret proposé par les députés de Bretagne, & d'ajourner la dénonciation de la ville de Rennes sur la conduite des treize magistrats. La motion a été décrétée, & le surplus ajourné à vendredi une heure.

Le décret a dû être porté hier à la sanction ; le voici :

*Décret de l'assemblée nationale, du mercredi 3 février 1790.*

L'assemblée nationale instruite de la désobéissance de la nouvelle chambre des vacations du parlement de Rennes, décrète que pour former un tribunal provisoire qui remplace ladite chambre des vacations, le roi sera supplié d'adjoindre au président Talhouet, ci-devant président de cette chambre, deux juges de chacun des quatre présidiaux de Bretagne, quatre juriconsultes parmi ceux du barreau de Rennes, & deux de chaque ville où les trois autres présidiaux sont établis ; d'ordonner que lesdits membres se réuniront & se mettront en activité le plutôt possible ; qu'en cas de refus ou d'absence de partie d'entr'eux, ceux qui se trouveroient réunis commenceront néanmoins, sans délai, l'exercice de leurs fonctions, appelant à cet effet, provisoirement & à leur choix, des avocats pour assesseurs ; que dans l'absence du président de Talhouet, la chambre sera présidée par le plus anciennement admis au serment d'avocat ; que le même ordre d'ancienneté sera observé pour la préférence entre les autres juges, & qu'ils pourront se diviser en deux sections pour la plus prompte expédition des affaires.



D'ordonner, en outre, que la cour supérieure provisoire, ainsi formée, tiendra ses séances tous les jours, même pendant ceux de *fêtes de palais* qui ne sont pas gardées par l'église.

Que les trois substituts du procureur-général du roi feront, tant à l'audience qu'à la chambre du conseil & dans l'instruction des procès criminels, toutes les fonctions du ministère public, concurremment & sans aucune préséance entr'eux; qu'ils se distribueront également les affaires nouvelles & conserveront celles dont ils sont saisis.

D'enjoindre aux greffier, huissier & à tous officiers ministériels attachés au parlement de Bretagne, de continuer leurs fonctions auprès de ladite cour supérieure provisoire.

D'ordonner que les ci-devant juges composant les deux chambres des vacations successivement nommés, & tous autres juges du parlement de Bretagne, le président de Talhouet excepté, remettront au greffe, dans huit jours après l'entrée en exercice de ladite cour, les procès & pièces qu'ils peuvent avoir, & que faite à eux de le faire, ils soient poursuivis, à cet effet, à la requête d'un des substituts, & condamnés par corps à faire cette remise, & aux dommages & intérêts des parties.

L'assemblée nationale décrète que ladite cour supérieure, provisoire aura, pour l'exercice du pouvoir judiciaire, toute l'autorité dont le parlement de Bretagne étoit revêtu; à l'effet de juger toutes affaires, tant criminelles que civiles, à quelques sommes qu'elles puissent monter, ainsi & de la même manière que les chambres des vacations du royaume avoient reçu cette autorité par le décret du 3 novembre dernier sanctionné par sa majesté.

Qu'à l'exception du président de Talhouet qui conservera ses gages, les honoraires de juges appelés à composer la cour supérieure, seront de 12 livres par jour, à compter pour ceux de Nantes, Vannes & Quimper, du jour de leur départ; & pour ceux de Rennes, du jour de



leur entrée en fonctions. Autorise le trésorier de la province de Bretagne à payer chaque mois lesdits honoraires sur un mandat du président & d'un des substitués de ladite cour ; en conséquence lesdits juges ne percevront aucun droit ni épices, sous quelque dénomination que ce soit. Les substitués, greffier & autres officiers ministériels n'étant point compris dans la fixation des honoraires, continueront de recevoir les émolumens qui leur sont attribués par les titres de leurs offices ou par les réglemens ; l'assemblée nationale ne change rien à cet égard.

Décète que les ci-devant juges, composant la chambre des vacations dernièrement nommée, seront privés de leurs gages depuis le jour qu'appelés, par les décrets de l'assemblée nationale, pour rendre la justice, ils se sont assemblés sans remplir cette obligation, jusqu'au jour où la cour supérieure provisoire cessera ses fonctions, & où les juges qui seront établis, d'après le nouvel ordre judiciaire, commenceront les leurs ; ordonne que lesdits gages seront payés au trésorier de la province de Bretagne, & serviront à remplacer, d'autant dans sa caisse, la somme qu'il payera pour les honoraires de la cour supérieure provisoire.

L'assemblée nationale charge son président de porter le présent décret, dans le jour, à la sanction du roi.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pars reçues.